

**Point de presse de la porte-parole -
Chine/Décès de Liu Xiaobo (13
juillet 2017)/Rappel de la
déclaration du ministre de l'Europe
et des affaires étrangères -
Égypte/Attaque à Hourghada (14
juillet 2017)/Rappel de la
déclaration de la porte-parole -
Attaque à Jérusalem (14 juillet
2017)/Rappel de la déclaration de la
porte-parole - Iran - Égypte - Syrie -
Turquie - Arabie saoudite -
Processus de paix au Proche-Orient
- Libye - Situation dans le Golfe
(Paris, 17 juillet 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a rappelé la déclaration du ministre, rappelé ses déclarations, et répondu aux questions suivantes :

1 - Chine - Décès de Liu Xiaobo (13 juillet 2017) - Rappel de la déclaration du ministre de l'Europe et des affaires étrangères

C'est avec une profonde tristesse que j'ai appris le décès de Liu Xiaobo, prix Nobel de la Paix 2010.

Je salue la mémoire de cet intellectuel dont l'engagement pacifique pour la promotion des libertés, des droits de l'Homme et de la démocratie restera un héritage pour les générations futures. En dépit de longues périodes de détention, il n'a cessé depuis plus de trente ans de défendre avec courage les droits fondamentaux, et notamment la liberté d'expression.

J'exprime à tous ses proches mes condoléances. La France avait appelé à plusieurs reprises à sa libération et souhaite que les autorités chinoises assurent la liberté de mouvement de son épouse, Mme Liu Xia, de sa famille et ses proches.

La défense des droits de l'Homme est une priorité de la diplomatie française partout dans le monde. À ce titre, cette question fait partie de notre dialogue avec la Chine.

2 - Égypte - Attaque à Hourghada (14 juillet 2017) - Rappel de la déclaration de la porte-parole

La France condamne avec la plus grande fermeté l'attaque meurtrière menée le 14 juillet contre la station balnéaire de Hourghada, dans l'Est du pays, qui a fait deux victimes allemandes.

Nous présentons nos condoléances aux familles des victimes et exprimons nos vœux de rétablissement aux blessés. La France salue la rapidité des forces de police égyptiennes, qui a permis d'arrêter le responsable de l'attaque.

La France se tient aux côtés des autorités égyptiennes et allemandes et réaffirme sa détermination à lutter contre le terrorisme.

3 - Attaque à Jérusalem (14 juillet 2017) - Rappel de la déclaration de la porte-parole

La France condamne l'attaque perpétrée ce vendredi à l'arme automatique dans la vieille ville de Jérusalem, qui a coûté la vie à deux policiers israéliens.

Nous présentons nos condoléances aux proches des victimes.

Le recours à la violence, sous toutes ses formes, est inacceptable et va à l'encontre de la recherche de la paix. Dans un contexte d'accroissement des tensions notamment dans la partie occupée de Jérusalem, la France appelle l'ensemble des parties à s'abstenir de tout acte ou déclaration de nature à aggraver ces tensions.

4 - Iran

Q - M. Macron a évoqué l'Iran avec M. Netanyahu hier. Pourriez-vous nous expliquer ce que signifie «enclencher un dialogue exigeant avec Israël sur le suivi» de l'accord sur le nucléaire iranien ?

R - L'accord de Vienne a été conclu entre les E3/UE+3 et l'Iran le 14 juillet 2015 et est mis en oeuvre depuis le 16 janvier 2016.

Cette première année et demi de mise en oeuvre a été globalement satisfaisante mais a pu donner lieu à quelques difficultés relevées dans les rapports de l'Agence internationale pour l'énergie atomique, comme les dépassements de la limitation des stocks d'eau lourde iranienne. Ces problèmes de mise en oeuvre ont été résolus par la discussion dans le cadre de la commission conjointe réunissant l'ensemble des parties à l'accord sur une base trimestrielle.

Le président de la République a réaffirmé l'importance de l'accord de Vienne, que la France ne souhaite ni rouvrir ni renégocier, mais mettre en oeuvre de manière stricte et rigoureuse, en particulier sur son volet nucléaire. Cela implique la plus grande vigilance. C'est la ligne

constante de la France depuis janvier 2016. Nous suivons également très attentivement la mise en oeuvre par l'Iran de la résolution 2231 du conseil de sécurité des Nations unies, qui endosse l'accord et contient des dispositions importantes notamment en matière balistique, que l'Iran doit respecter pleinement.

L'accord et sa pleine mise en oeuvre sont d'une grande importance pour la région, y compris pour Israël. C'est donc tout naturellement que nous entretenons un dialogue étroit avec ce partenaire sur le suivi de l'accord.

5 - Égypte

Q - Êtes-vous satisfait des raisons données par les autorités égyptiennes pour la fermeture de l'institut IPSOS ?

R - Nous avons pris connaissance de la décision prise par les autorités égyptiennes s'agissant de l'interruption des activités Médiamétrie d'Ipsos en Égypte.

L'entreprise est bien entendu en contact avec les autorités égyptiennes pour que les raisons mises en avant donnent lieu à des correctifs.

L'ambassade est intervenue auprès des autorités égyptiennes en appui des démarches de la société.

6 - Syrie

Q - Peut-on avoir des précisions sur le nouveau groupe de contact que souhaite la France ? L'Iran en fera-t-il partie ? Quand ce groupe verra-t-il le jour ? Qu'en espérez-vous de plus que tous les précédents groupes de contact sur la Syrie et tous les précédents formats déjà tentés au cours des dernières années ?

R - Le président de la République a appelé de ses voeux une initiative internationale pour construire dans la durée la stabilité politique de la Syrie.

La création d'un groupe de contact peut aider à redynamiser le processus politique en apportant son soutien à la médiation des Nations unies afin que les négociations politiques s'engagent véritablement.

Il est particulièrement nécessaire que les membres permanents du conseil de sécurité des Nations unies et les pays exerçant une influence en Syrie puissent travailler ensemble plus efficacement pour que la résolution 2254 et le communiqué de Genève soient enfin mis en oeuvre.

7 - Turquie

Q - M. Erdogan a promis «d'arracher la tête des traîtres» ? Êtes-vous inquiets d'une dérive autoritaire de la Turquie ?

R - La France souligne que le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, en particulier la liberté d'expression, le droit à un procès équitable et le droit à un recours effectif, dans le cadre de l'État de droit, est indispensable à l'exercice de la démocratie. Il constitue le socle essentiel des engagements européens et internationaux de la Turquie.

À ce titre, la France reste préoccupée par les arrestations qui ont visé récemment des responsables turcs d'Amnesty International ainsi que d'autres défenseurs des droits de l'Homme et des journalistes. Nous demandons leur libération rapide.

8 - Arabie saoudite

Q - La France avait annoncé en octobre dernier des contrats avec l'Arabie saoudite d'une valeur de 10 milliards d'euros. Combien de ces contrats ont été conclus ?

R - Comme l'a rappelé M. Jean-Yves Le Drian hier à l'occasion de son déplacement dans le Golfe, la France et l'Arabie saoudite ont «décidé de relancer plus fortement la coopération franco-saoudienne». À cet effet, la commission conjointe, qui existe depuis 2015, se tiendra cet automne à Paris, et sera l'occasion de faire le point sur l'ensemble de nos programmes de coopération bilatérale.

Les domaines de la défense, de l'énergie, des infrastructures, mais aussi de la culture ou de l'éducation feront «désormais l'objet d'un point annuel» dans le cadre de cette commission, qui se réunira alternativement à Paris et en Arabie saoudite.

Le ministre a par ailleurs souligné que «cette relance, souhaitée par le président de la République française, qui s'était d'ailleurs entretenu de ce sujet avec le Roi Salman, est parfaitement cohérente avec la vision 2030 qui, elle, offre des opportunités nouvelles pour créer des synergies supplémentaires entre nos deux pays.»

Depuis 2012, les entreprises françaises ont signé pour 27,5 milliards d'euros de contrats civils en Arabie saoudite et pour 7 milliards d'euros de contrats d'armement.

9 - Processus de paix au Proche-Orient

Q - Est-ce que l'initiative française pour la paix au Proche-Orient est morte ?

R - L'engagement de la France en faveur de la résolution du conflit israélo-palestinien est constant. L'objectif de la France est d'aider les parties à renouer les fils du dialogue et de les accompagner vers la reprise et la conclusion d'un processus politique.

À cet égard et comme l'a dit le président de la République hier, «la France se tient prête à appuyer tous les efforts diplomatiques menés en ce sens selon les paramètres de paix reconnus par la communauté internationale».

10 - Libye

Q - M. Sarraj a proposé des élections en mars 2018. Cela vous paraît-il réaliste ? Où en sont les initiatives diplomatiques sur la Libye annoncées par le président de la République ?

R - Le président de la République s'est exprimé sur les efforts de la France pour aider à la stabilisation de la Libye, en appui à la mission du représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, M. Ghassan Salamé, qui prendra prochainement ses fonctions. L'objectif est de parvenir à une solution inclusive sur la base de l'accord politique inter-libyen.

La France prend donc note de la feuille de route annoncée par le Premier ministre Fayez Sarraj avec intérêt et souhaite qu'elle contribue à la réalisation de cet objectif.

11 - Situation dans le Golfe

Q - Avez-vous eu des assurances que la crise du Qatar n'aura pas d'impact particulier sur vos relations commerciales dans la région ?

R - M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a rappelé, à l'occasion de sa tournée dans le Golfe, qu'il est «souhaitable que les parties puissent s'engager dans un processus de désescalade, indispensable pour que des négociations se déroulent dans une atmosphère constructive».

Le ministre a par ailleurs souligné que «la France veut être un facilitateur, en appui [...] de la médiation que mène le Koweït.»./.